

INTERNATIONAL • GUERRE EN UKRAINE

Trois ans de guerre en Ukraine : les Etats-Unis, du soutien au lâchage

De retour à la Maison Blanche, Donald Trump menace de mettre brutalement un terme à trois ans d'une assistance continue à Kiev, mais sans issue clairement dessinée.

Par Piotr Smolar (Washington, correspondant)

Publié aujourd'hui à 05h30, modifié à 11h38 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Une photographie du président ukrainien Volodymyr Zelensky et de son ancien homologue américain, Joe Biden, exposée au Musée national de l'histoire de l'Ukraine, à Kiev, le 19 février 2025. RAFAEL YAGHOBZADEH POUR «LE MONDE»

Trois ans de guerre, et un pont vital s'écroule. Pour l'Ukraine, le passage de l'administration Biden à

l'ère Trump se résume en quelques formules. De la mobilisation au risque d'abandon. De l'empathie au mépris. Du soutien sur mesure à la pression sans retenue. L'empressement du nouveau président à imposer une paix est lourd de menaces pour l'Ukraine, qui ne peut se passer de l'appui de Washington. Mais une « pax americana » dictée pour l'essentiel à Moscou, sans égard pour la victime, serait un drame décisif, s'ajoutant à tous les sacrifices consentis pour défendre la souveraineté nationale et le territoire, déjà fracturé par l'annexion de la Crimée en 2014 et l'invasion de 2022.

Lire aussi | [En direct, guerre en Ukraine : la Russie annonce une nouvelle réunion avec les Etats-Unis au cours des deux semaines à venir](#)



Pendant trois ans, les Etats-Unis se sont tenus aux côtés de l'Ukraine. D'abord surpris par sa résistance et les déconvenues de l'armée russe, Joe Biden a ensuite œuvré à mobiliser les alliés, pour soutenir Volodymyr Zelensky et son peuple. Mais le vétéran démocrate, forgé intellectuellement par la guerre froide, s'est aussi fixé des limites, en raison d'une crainte : celle d'un conflit entre grandes puissances nucléaires, s'étendant au-delà des frontières ukrainiennes.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

L'effort américain a d'abord été préventif, et inhabituel. A compter du mois de novembre 2021, après une visite à Moscou du patron de la CIA, William Burns, Washington a décidé de déclassifier des informations sur la mobilisation militaire russe à la frontière avec l'Ukraine. Ne croyant guère à l'idée d'exercices militaires, la Maison Blanche dénonce les intentions du Kremlin.

Lorsque la guerre débute, les alliés ne peuvent se dire surpris. Les sombres prévisions sur un effondrement du pouvoir à Kiev, une prise de la capitale par les chars russes et une fuite de Zelensky ne se confirment en rien. Côté occidental, la réaction est rapide, avec des vagues de sanctions économiques coordonnées et de premières livraisons d'armes. « *Dans cette première phase, les Etats-Unis ont essayé de se concentrer sur ce qu'il était possible d'acheminer le plus vite possible, comme les fusils d'assaut, les armes antichars ou les obus d'artillerie* », explique Dara Massicot, experte au cercle de réflexion Carnegie Endowment for International Peace.

Contraintes artificielles

Fin mai 2022, dans une tribune au New York Times, Joe Biden présente la logique de son soutien à l'Ukraine. Washington vient enfin d'accepter de fournir des systèmes de lance-roquettes multiples (Himars), montés sur des blindés légers, à condition qu'ils ne soient pas employés pour viser la Russie. « *Nous n'encourageons pas et ne permettons pas à l'Ukraine de frapper au-delà de ses frontières*, explique Joe Biden. *Nous ne voulons pas prolonger la guerre simplement pour infliger de la souffrance à la Russie.* »

La guerre va pourtant se prolonger. Les Etats-Unis finiront, trop tardivement, par libérer l'armée ukrainienne de contraintes artificielles. « *Cela aurait été plus efficace du point de vue opérationnel si le feu vert avait été donné [pour frapper en Russie] lorsque les Himars ont été livrés en 2022, parce que les Russes n'y étaient pas encore adaptés, ils n'avaient pas appris à les abattre ou à brouiller leurs communications* », note Dara Massicot.



Sur le plan diplomatique, Joe Biden réussit à consolider le bloc occidental, mais son récit sur un affrontement entre démocraties et régimes illibéraux ne prend pas. Les pays du Sud observent avec un certain scepticisme la mobilisation pour l'Ukraine. Dans leur esprit, il s'agit d'un conflit européen classique, et non d'une affaire mondiale où chacun devrait prendre une position morale.

En novembre 2022, le général Mark Milley, chef d'état-major des forces armées des Etats-Unis, constate publiquement les succès militaires ukrainiens inattendus. Au lieu de formuler des rêves irréalistes de débandade russe, il dit ceci : « *Vous voulez négocier à un moment où vous êtes en position de force, et votre adversaire en situation de faiblesse. Et il est possible, peut-être, qu'il y ait une solution politique.* » Le message codé est clair : les stocks d'armes et de munitions sont limités, les Russes capables de se reprendre après leurs errements initiaux, et l'inscription du conflit dans la durée ne profitera pas à Kiev. Mais Vladimir Poutine sait aussi tout cela, et il n'offre aucune ouverture. Joe Biden, lui, ne la cherche même pas. Les canaux diplomatiques sont rompus.

Empoignade budgétaire

En décembre 2022, Volodymyr Zelensky est reçu triomphalement à Washington. Il y obtient, enfin, une batterie de missiles Patriot. Son objectif : « *survivre à cet hiver* ». Déjà, dans l'opinion publique américaine, une érosion se constate, après l'empathie et le choc des premiers mois de conflit. Près d'une personne interrogée sur deux – contre 39 % en juillet 2022 – souhaite que Washington pousse Kiev à une solution négociée avec Moscou. « *Il serait naïf d'attendre des pas vers la paix de la part de la Russie, qui se plaît à être un Etat terroriste* », note Volodymyr Zelensky devant le Congrès.

En février 2023, Joe Biden effectue une visite surprise et risquée à Kiev. Puis il prononce un discours solennel à Varsovie, à l'occasion du premier anniversaire du début de la guerre. « *Notre soutien à l'Ukraine ne faiblira pas, l'OTAN ne sera pas divisée, et nous ne nous fatiguerons pas.* » Joe Biden l'assure : l'Ukraine « *ne sera jamais une victoire pour la Russie* ».



Pourtant, à la fin de l'été 2023, des critiques anonymes apparaissent, côté américain, contre la stratégie ukrainienne. Kiev aurait trop dispersé ses forces, gaspillé des moyens et des vies humaines à Bakhmout, ville devenue ruine. Mais que faire sans forces aériennes, sans moyens de frappe à longue portée ? Le Pentagone n'a cessé d'insister sur le fait qu'aucune arme n'est décisive en soi, et que le principal problème ukrainien est celui des capacités de mobilisation humaine. Volodymyr Zelensky, lui, a résisté à la pression américaine, refusant d'abaisser à 18 ans l'âge de la conscription.

En septembre 2023, il est de retour à Washington, après dix-neuf mois de guerre. Chez les républicains de la Chambre, le soutien à Kiev ne va plus de soi. Il est relégué comme un paramètre, parmi d'autres, dans l'empoignade budgétaire avec l'administration démocrate. A la Maison Blanche, on s'accroche avec une confiance mal placée à l'idée qu'il existe toujours une majorité bipartisane, en faveur d'une nouvelle tranche d'aide.

Echec de Joe Biden

Les besoins sont urgents, les élus américains guère pressés. Le désavantage en munitions subi par

Kiev – un obus ukrainien pour cinq russes tirés – et en systèmes de défense antimissiles est flagrant. En avril 2024, après plus de six mois d'échecs et de blocages républicains, la Chambre des représentants adopte un nouveau paquet d'aides au bénéfice de l'Ukraine, d'un montant de 60,8 milliards de dollars (57 milliards d'euros). Soulagement et amertume se confondent. Ce retard énorme n'a pas eu seulement des conséquences opérationnelles. Il a renversé la dynamique. Vladimir Poutine en est convaincu : le temps joue en sa faveur, les Occidentaux perdront haleine et motivation.

La constante, depuis février 2022, a été la souplesse des « *lignes rouges* » américaines. De façon toujours tardive, l'administration Biden a fini par donner son feu vert aux demandes successives de Kiev. Les chars M1 Abrams ou les avions de chasse F-16, d'abord exclus, ont fini par être livrés. Les opérations ukrainiennes en Russie ? Là aussi, les résistances ont cédé. D'abord, en Crimée annexée, sous forme clandestine, puis dans la région de Belgorod, et enfin dans celle de Koursk. Face à la multiplication des tirs de missiles russes sur la ville de Kharkiv, en mai 2024, la Maison Blanche a enfin accepté des frappes ukrainiennes en Russie même.

Lire aussi |  [Guerre en Ukraine : Kirill Dmitriev, l'homme de l'ombre du Kremlin dans les négociations russo-américaines](#)



Puis il a fallu attendre que l'élection présidentielle américaine passe pour que l'administration Biden autorise, au cas par cas, l'usage par l'armée ukrainienne de missiles à longue portée pour atteindre la Russie en profondeur, avec les Army Tactical Missile Systems (ATACMS). La raison officielle : le déploiement de 10 000 soldats nord-coréens, après la prise de territoires dans la région de Koursk, en Russie, par l'armée ukrainienne. Le rôle de la Corée du Nord marque en creux un échec de Joe Biden. La guerre n'est pas contenue. Iran, Russie, Chine : un trio autoritaire collabore, dans l'espoir d'assister enfin à la déchéance de la puissance américaine.

Joe Biden, lui, au cours de ces trois années, n'a jamais dessiné les contours d'une issue possible. Que serait une défaite de Moscou ? Que serait une victoire de Kiev ? « *Rien sur l'Ukraine sans l'Ukraine* », répètent obstinément les officiels à Washington, dans une formule respectueuse qui finit en impasse. Pour en sortir, Donald Trump semble retenir une autre formule : tout avec la Russie, et l'Ukraine devra suivre.

Lire aussi |  [Le grand déphasage de la politique française face aux bouleversements du monde](#)



Piotr Smolar (Washington, correspondant)

Le Monde Ateliers

Découvrir



Cours du soir

Géopolitique - Comprendre la Chine de Xi Jinping

Cours du soir

Comment regarder le tableau - Les Modernes et les Anciens